

que la bourgeoisie avait été impuissante à réaliser. Mais quelle que soit son importance, ce n'est tout de même qu'une réforme bourgeoise qui n'inaugure en rien le socialisme. Quoique réalisé en Russie contre la bourgeoisie par l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, le partage des terres n'en a pas moins amené au prolétariat de puissants ennemis, les koulaks, les paysans riches, qui furent les principaux freins à la poursuite de la révolution. Il en sera de même, à fortiori, en Europe orientale, où le prolétariat n'a même pas joué de rôle dans la réforme agraire.

Le capitalisme international ne recommencera peut-être pas les erreurs de Wrangel et Denikine. Il a abandonné à leur défaite les hobereaux, les junkers prussiens, reste d'un autre âge. Il s'appuiera désormais sur les paysans riches : le parti de Mikolajczyk en Pologne, de Nagy en Hongrie, en sont les preuves. Il ne cherchera pas à apparaître comme le restaurateur de la propriété féodale mais comme le soutien de la propriété privée paysanne contre le régime soviétique qui, tôt ou tard, poussera à la collectivisation des terres. Ainsi la réforme agraire n'aura rien apporté au prolétariat.

d) L'influence économique de l'U.R.S.S.

C'est aux yeux des dirigeants soviétiques l'un de leurs principaux atouts pour consolider leur « zone ». Voyons quelles méthodes ils utilisent. Avec chaque pays, ils ont procédé :

1° A des accords de réparation — qui codifient le pillage. Ces accords exigent des livraisons, en général en nature (300 millions de dollars pour la Finlande et la Roumanie ; 200 millions pour la Hongrie). Pour y satisfaire, ces pays doivent réserver à l'U.R.S.S. la quasi totalité de leur commerce extérieur.

2° A l'appropriation des biens des capitalistes allemands (transfert en Russie d'une grande partie du matériel, mines de Bor en Yougoslavie, aciéries hongroises, pétroles roumains, etc.

3° A des accords commerciaux que ces pays ne peuvent en général pas exécuter et qui les laissent débiteurs. L'U. R. S. S. envoie du coton et quelques denrées alimentaires indispensables.

4° A des accords économiques qui prévoient l'achat par la Russie de parts lui assurant une participation de 50 % dans les économies nationales, assurant ainsi une assise économique capitaliste à la dualité de pouvoir entre bourgeoisie et bureaucratie et pratiquement la liberté complète d'action des bureaucrates... Mais rien de définitif n'est réalisé dans ce sens. Des accords ont été passés avec la Roumanie où trois sociétés mixtes ont été constituées, et en Hongrie où tout est à l'état de projet juste suffisant comme nous le verrons, pour entraver l'effort de la nationalisation.

On voit que dans le glacis l'U.R.S.S. cherche énergiquement à assurer son influence contre celle des grands impérialismes mais elle lutte sur leur pro-

pre terrain. Et sur ce terrain, en dépit des avantages que lui ont procurés sa structure économique propre et le voisinage géographique, on peut prévoir qu'elle sera battue. Déjà, elle enregistre des déboires significatifs (récemment en Autriche, en Hongrie, etc.).

La bureaucratie a délibérément adopté cette politique économique qui lui assurera certainement des avantages pendant quelques mois ; elle a renoncé à s'assurer un avantage définitif en favorisant systématiquement la planification et la collectivisation qui auraient permis aux économies vassalisées d'être véritablement intégrées dans un bloc soviétique infiniment moins perméable à l'influence des grands pays capitalistes. La porte est, au contraire, ouverte à ces influences et elle s'ouvrira de plus en plus.

Nous allons voir ce qui est advenu des nationalisations tentées dans certains pays, bien souvent sans l'appui soviétique

e) Les nationalisations

La quasi totalité des capitalistes ont collaboré avec l'Allemagne nazie.

Dans les pays qui ne subirent pas longtemps une occupation totale, la plupart des capitalistes gardèrent assez d'autonomie pour pouvoir retourner leur veste sans dommage pour eux. Ce fut le cas de la Bulgarie dont l'économie — économie capitaliste comportant de nombreuses coopératives — a été relativement bien épargnée par la guerre, elle est sous l'influence, reconnue et acceptée, du gouvernement soviétique ; la classe ouvrière, d'ailleurs peu nombreuse, y soutient le parti communiste qui a une influence prépondérante dans le Front de la Patrie qui exerce le pouvoir. Cette influence, si proche, va-t-elle entraîner des transformations économiques ? Il n'en est rien, et le capitalisme n'est même pas ébranlé. On lit dans le journal « Le Monde » du 1^{er} juin 1946 : « Le Front de la Patrie a en outre su maintenir une situation économique acceptable et assurer la stabilité financière du pays ». Nous savons que la bureaucratie ne pouvait pas aller loin dans la lutte sociale contre le capitalisme. Cet exemple montre que dans un pays très proche de l'U. R. S. S., elle n'essaie pas d'entreprendre cette lutte. Nous verrons que là où sont faites certaines réformes c'est non pas l'U. R. S. S., mais les circonstances qui les ont imposées.

L'économie hongroise fut, elle, ruinée par la guerre et ses convulsions ont abouti à une terrible inflation. Au sujet des mesures envisagées, on lit dans le « Journal de Genève » du 8 mai 1946 : « Ce sont les Russes qui mettent un frein partout où ils le peuvent et qui s'opposent à ce que les grandes entreprises industrielles passent sous un nouveau régime étatique. Comme la plupart des grandes entreprises avaient été « rachetées » par les Allemands, à moins que ce ne fût une simple confiscation des biens non aryens, les Russes sont devenus aux termes de l'armistice, les grands actionnaires ou même les seuls propriétaires. Ils ne se désintéres-

sent pas non plus du sort de l'industrie hongroise mais ils s'opposent énergiquement à ce que les mesures législatives portent préjudice à leurs propres intérêts financiers. Leur solution pour le problème prévoit la constitution de sociétés mixtes russo-hongroises dans lesquelles leurs représentants devraient joindre leur appui à la compétence des anciens directeurs de la maison. » Inutile de dire que cette préférence donnée aux formes capitalistes, que l'U. R. S. S. trouve actuellement plus avantageuses pour elle que les formes étatistes, peut ne pas durer ; elle n'en est pas moins symptomatique. Les Soviets préfèrent ces sociétés mixtes russo-hongroises aux sociétés nationalisées qui donneraient plus d'indépendance à la classe ouvrière de Hongrie.

Il est remarquable que les Soviets n'aient pas empêché l'inflation en Hongrie. Cela montre à quel point l'économie hongroise est en dehors de la planification soviétique

En Tchécoslovaquie, encore bien plus qu'en Hongrie, toute une partie de l'industrie était passée aux mains des Allemands, soit par gestion directe, soit par l'intermédiaire de collaborateurs qui n'ont pas pu se blanchir. Les indications concernant son économie actuelle sont peu nombreuses mais concordantes, la plupart de celles que nous allons donner viennent d'un article de J. Charrière dans la « Revue internationale » de mai 1946. A la libération, la situation fut la suivante :

1° Un grand nombre d'entreprises se trouvèrent sans propriétaire, ces derniers étant disparus, indignes ou ennemis.

2° L'isolement presque total de l'économie tchèque rendait une politique de dirigisme et d'autorité indispensable pour éviter une emprise totale du capitalisme anglo-saxon.

3° La pression des masses guidées par l'un des prolétariats les plus avancés d'Europe et dans une certaine mesure influencées par l'exemple de l'U.R.S.S. s'exerça en faveur des nationalisations considérées comme mesure anticapitaliste. Dans ces conditions très difficiles pour elle, la bourgeoisie tchèque sut sacrifier de nombreux intérêts économiques individuels et passa, en fait, un compromis avec le prolétariat dans l'espoir d'assurer la sauvegarde de ses intérêts de classe et de la structure bourgeoise du pays. Le prolétariat puissant mais organisé dans les partis social-démocrate et communiste ne sut qu'accepter ce compromis. Les nationalisations furent très étendues, elles portèrent sur 70 % de l'industrie soit 30 % de l'ensemble de l'économie (banques, industries-clefs...). Le personnel dirigeant de toutes ces entreprises a donc dû changer, il fut nommé de haut en bas à partir des ministères, nul doute que les membres du parti communiste soient nombreux. Mais cela suffit-il à assurer la marche au socialisme ? Nous ne parlerons pas des indemnités en général intégralement versées sous forme d'obligations. Mais nous nous arrêterons à la conception même des entreprises nationalisées : elles doivent, dit

un décret, être gérées d'après les principes d'une entreprise commerciale, indépendance, rentabilité, libre concurrence. La nomination à la tête des usines de nouveaux administrateurs, souvent communistes, signifie donc un changement de propriétaire plutôt qu'un changement de régime. C'est donc qu'elles ne s'intègrent pas dans un plan d'ensemble qui serait pourtant avec les nationalisations, la première étape à réaliser si l'on voulait vraiment construire une économie socialiste. Dans ce rejet d'une planification qui s'imposait, on voit la marque de la collaboration avec la bourgeoisie : celle-ci a ménagé un retour possible, facile même, à un capitalisme presque classique. D'une part, les entreprises nationalisées étant aux prises avec les mêmes problèmes que les entreprises capitalistes — en particulier celui des salaires — prendront de plus en plus les caractères de celles-ci. D'autre part, les capitaux privés (augmentés par les indemnités) ont toujours le droit de fonder des industries, même dans les secteurs nationalisés.

Bref, si la situation de l'économie tchèque recèle encore de grandes possibilités de progrès, il n'en reste pas moins que le P. C. n'a pas profité des circonstances exceptionnellement favorables où il se trouvait pour s'engager solidement dans la voie du socialisme. L'économie tchèque est très vulnérable et peut retomber comme avant la guerre sous la domination des grands impérialismes avec toutes les conséquences politiques que cela comporte pour elle et aussi pour l'U. R. S. S.

En Yougoslavie, dont l'économie a été encore plus bouleversée que celle des autres pays, ces transformations économiques semblent avoir été plus radicales : les trois quarts de la production seraient nationalisés. Mais c'est un pays pauvre, tributaire de l'étranger avec tous les dangers que cela comporte. Mais rien ne nous permet de croire que des mesures de collectivisation et de planification aient été systématiquement entreprises. L'U. R. S. S. apporterait-elle une aide suffisante ? Rien n'est moins certain. Un correspondant anglais écrit : « Quelques observateurs russes ne ménagent pas leurs critiques de l'organisation économique du nouvel Etat yougoslave, disant que les Yougoslaves sont en train de faire les mêmes erreurs que les Russes, il y a vingt-cinq ans. La Russie est un grand pays avec d'énormes ressources naturelles. La Yougoslavie est petite et ne peut pas se permettre de laisser des milliers d'hommes mourir de faim avant d'arriver à l'expérience... Quand le moment arrivera pour Belgrade d'introduire la nouvelle politique économique, ce pourra être trop tard ». Une aide soviétique sans réserve pourrait éviter ce drame à la Yougoslavie mais tout porte à croire que le développement de la Yougoslavie n'est pas et ne sera pas l'œuvre du gouvernement soviétique mais bien celle du peuple yougoslave guidé par des dirigeants dont les idées sociales sont très influencées par celles des bureaucrates staliniens et l'exemple russe.

III. - CONCLUSIONS

Nous constatons :

a) que la bureaucratie soviétique et les partis communistes ont une part prépondérante dans la destruction des restes de l'économie féodale. Nous avons signalé que cette tâche fut exécutée en certains points par les impérialismes anglo-saxons, mais il est probable qu'ils n'auraient pas su l'exécuter en Europe orientale, pas plus qu'ils n'ont su l'imposer en Espagne — de crainte que cela n'entraîne des mouvements de masse — Le gouvernement soviétique, grâce à son meilleur contrôle des masses a pu faire exécuter la réforme agraire d'une manière bureaucratique sans entraîner à des mesures plus révolutionnaires. Il eut également une action plus énergique que les impérialismes (ce n'est évidemment pas beaucoup dire) sur divers points, en particulier sur l'épuration.

b) la bureaucratie soviétique n'a pas su profiter de cette grande influence et de l'affaiblissement considérable du capitalisme à la fin de la guerre pour lui porter des coups décisifs et poser des jalons solides sur la voie d'une économie européenne planifiée. La porte est grande ouverte pour le soutien du capitalisme américain aux bourgeois capitalistes d'Europe orientale. Déjà, il s'est avéré, à propos des élections en Roumanie et du contrôle de l'énergie atomique, qu'il entendait bien avoir un droit de regard — donc d'influence — dans le glacis soviétique. L'O. N. U. est pour lui un bon instrument de pénétration diplomatique.

c) Si nos renseignements sont exacts, la Yougoslavie a été le cadre, au cours de la guerre contre l'occupant, d'une sorte de révolution populaire dont il reste un édifice bureaucratique encore appuyé sur les masses. Mais d'après ce que nous avons vu, ce qui a été fait de progressif, a été fait par le peuple yougoslave poussé par les conditions économiques et politiques favorables et si la bureaucratie a donné une armature à ce mouvement, elle l'a maintenu dans des cadres strictement nationaux et n'a pas su le mettre sur le chemin du socialisme.

Les autres pays d'Europe centrale ont été le cadre d'essais de révolutions bureaucratiques à la manière néo-réformiste stalinienne. Nous constatons que ces mouvements bureaucratiques ont réalisé certaines réformes bourgeoises que la bourgeoisie n'est même plus capable de réaliser mais qu'ils ont été incapables de changer fondamentalement les rapports de propriété.

Rien, absolument rien, ne permet donc d'espérer dans les circonstances moins favorables d'Europe occidentale la réussite du néo-réformisme stalinien.

Revenons alors aux tâches progressives que l'histoire imposera à la bureaucratie. Celle-ci se montre jusqu'à présent capable de conserver une économie collectivisée à l'intérieur de ses frontières mais à l'extérieur, pour toutes les tâches relatives à la révolution prolétarienne, c'est son incapacité con-

tré-révolutionnaire et la nécessité de soutenir par tous les moyens sa propre économie qui l'emportent sur toute tâche historique en faveur du socialisme ou même sur le souci de sa propre conservation à une échelle plus lointaine.

Quand le rideau de fer se déplacera, ce sera, semble-t-il, vers l'Est, rétrécissant ainsi le glacis stratégique et compromettant la sécurité de l'U. R. S. S. Donc, sans nier complètement que l'histoire ne force la bureaucratie à exécuter certaines tâches progressives, comme le dit Leblanc, nous pensons que ces tâches sont très limitées, et nous sommes, au total, en désaccord avec lui lorsqu'il semble se raccrocher aux forces économiques actuelles comme à une bouée de sauvetage. Il est vrai que Leblanc ne s'appuie pas seulement sur ce que la bureaucratie a fait, mais sur ce qu'elle fera inévitablement pour sa conservation. Il faut alors remarquer que si Staline a été amené à la collectivisation et à l'industrialisation par les circonstances et malgré lui, il a réalisé ces transformations avec une brutalité incroyable, avec des méthodes qu'aujourd'hui il ne peut plus employer dans l'état actuel du rapport des forces internationales, Staline ne peut pas faire en Europe orientale ce qu'il fit en U.R. S.S. en 1928, car la Grande-Bretagne et les U. S. A. seraient en mesure de le lui interdire.

Il importe de voir comment un vieux trotskyste a pu prendre, même passagèrement une telle position. Il nous semble que cela vient de l'importance excessive donnée à certaines considérations :

a) un profond scepticisme provoqué par les échecs du prolétariat, l'absence de révolution victorieuse, après cette guerre, l'écrasement du prolétariat allemand, les énormes capacités acquises tant du côté du capitalisme que de la bureaucratie stalinienne en ce qui concerne la mystification et la désorientation des masses et l'anéantissement physique de leur élite. L'effondrement du niveau révolutionnaire, dit-il, est aujourd'hui sensible physiquement. Il oublie en particulier de constater que la prostration n'est pas universelle actuellement et surtout que ce danger est très éloigné du prolétariat anglo-saxon. De celui-ci, il dit : « Sa conscience politique est encore profondément entachée d'utopie et la mystification des classes dirigeantes dispose toujours de larges possibilités ». En était-il autrement lorsque furent élaborées la théorie et la politique marxistes ? Cela empêche-t-il de grands mouvements de se former en Amérique ? De grandes défaites en particulier de la classe ouvrière américaine et anglaise sont nécessaires avant que l'on puisse parler d'un effondrement prolétarien total.

b) l'estimation que la troisième guerre mondiale est imminente et la sous-estimation des importants processus politiques qui auront lieu avant qu'elle n'éclate (même si elle éclate relativement vite) processus qui dépasseront en importance les acquisitions stratégiques de l'U. R. S. S. comme